

Ministère de l'Elevage

Projet d'Appui à l'Elevage



PR  **GRAMME TECHNIQUE & BUDGET ANNUELS
2007.**



Dakar, Janvier 2007

« Pour un Sénégal autosuffisant en produits d'origine animale et où l'Elevage joue un rôle déterminant dans le développement économique et ».

TABLE DES MATIERES.

Rubrique	Page
LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS	3
RESUME	4
I. INTRODUCTION	5
II. PROGRAMME TECHNIQUE :	6
2.1. Composante A : « <i>Développement des Systèmes de Production d'Élevage</i> » :	6
2.1.1. Objectifs du projet.	6
2.1.2. Réalisations.	6
2.1.2.1. Santé animale.	6
2.1.2.2. Amélioration génétique.	6
2.1.2.3. Amélioration des conditions d'élevage.	7
2.1.2.4. Transformation et commercialisation des produits d'élevage.	8
2.1.3. Prévisions 2007.	8
2.1.3.1. Santé animale.	8
2.1.3.2. Amélioration génétique.	8
2.1.3.3. Amélioration des conditions d'élevage.	9
2.1.3.4. Transformation et commercialisation des produits d'élevage.	9
2.2. Composante B : « <i>Aménagement et gestion de ressources naturelles</i> » :	9
2.2.1. Objectifs du projet.	9
2.2.2. Réalisations.	9
2.2.2.1. Programme hydraulique.	9
2.2.2.2. Lutte contre les feux de brousse.	10
2.2.2.3. Aménagement et gestion des parcours.	10
2.2.2.4. Lutte contre la désertification.	10
2.2.2.5. Constitution de réserves fourragères (production de semences et de fourrage).	10
2.2.2.6. Lutte contre l'érosion des sols et récupération des terres dégradées.	10
2.2.2.7. Surveillance et suivi permanents.	11
2.2.3. Prévisions 2007.	11
2.2.3.1. Programme hydraulique.	11
2.2.3.2. Lutte contre les feux de brousse.	11
2.2.3.3. Aménagement et gestion des parcours.	11
2.2.3.4. Gestion de la transhumance.	11
2.2.3.5. Lutte contre la désertification.	11
2.2.3.6. Constitution de réserves fourragères (production de semences et de fourrage).	11
2.2.3.7. Mise en place des Comités d'Appui Spécifiques (CAS) pour l'environnement.	12
2.2.3.8. Surveillance et suivi permanents.	12
2.3. Composante C : « <i>Restructuration et renforcement des organisations des éleveurs et des agro-éleveurs</i> » :	12
2.3.1. Objectifs du projet.	12
2.3.2. Réalisations.	12
2.3.2.1. Restructuration des Organisations de Professionnels de l'Élevage.	12
2.3.2.2. Formation des relais et dirigeants.	12
2.3.3. Prévisions 2007.	13
2.4. Composante D : « <i>Développement du Crédit</i> ».	13
2.4.1. Objectifs du projet.	13
2.4.2. Réalisations.	13
2.4.2.1. Accès au crédit.	13
2.4.2.2. Renforcement du système financier décentralisé.	13
2.4.3. Prévisions 2007.	14
2.5. Composante E: <i>Gestion du projet</i>	14
2.5.1. Objectifs du projet.	14
2.5.2. Réalisations.	14
2.5.2.1. Ressources humaines.	14
2.5.2.2. Fonctionnement.	14
2.5.2.3. Logistique et infrastructures.	14
2.5.2.4. Budget.	14
2.5.2.5. Supervision du projet.	15
2.5.3. Prévisions 2007.	15
2.5.3.1. Ressources humaines.	15
2.5.3.2. Fonctionnement.	15
2.5.3.3. Logistique et infrastructures.	15
2.5.3.4. Budget.	15
2.5.3.5. Supervision du projet.	15
2.5.3.6. Communication.	15
III. CHRONOGRAMME PREVISIONNEL	16
IV. BUDGET PREVISIONNEL	19
V. ANNEXES	22
Quelques repères sur le PAPEL	22
Bilan de l'exécution des protocoles de partenariats	23
Récapitulatif de l'exécution des marchés	24
Budget détaillé	28
Plan de passation de marchés	24
Tableau de bord résumé	32
Récapitulatif des investissements majeurs	34

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AAC :	Agent d'Appui Communautaire
ACA :	Association Conseil pour l'Action
AGROPROV :	Association des Groupements de Producteurs d'Ovins
APUP :	Association des Présidents d'Unité Pastorale
ASUFOR :	Association des Usagers de Forage
BA :	Bassin Arachidier
BCI :	Budget Consolidé d'investissement
CAF :	Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle
CG :	Contrôleur de gestion
CGUP :	Comité de Gestion d'Unité Pastorale
CLFB :	Comité de Lutte contre les Feux de Brousse
CNCAS :	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CPS :	Centre de Prestation de Services
CR :	Conseil Rural
CSE :	Centre de Suivi Ecologique
DALN :	Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales
DEM :	Direction de l'Entretien et de maintenance
DEFCCS :	Direction des Eaux, des Forêts, de la Conservation et des Sols
DHy :	Direction de l'Hydraulique
DIREL :	Direction de l'Elevage
DIRFEL :	Directoire des Femmes en Elevage
EMI :	Exploitation Mixte Intensifiée
FAD :	Fonds Africain de Développement
FIARA :	Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales
FNRAA :	Fonds National des Recherches Agricoles et Agro-Alimentaires
GRN :	Gestion des Ressources Naturelles
IA :	Insémination Artificielle
IACN :	Insémination Artificielle sur Chaleur Naturelle
IACS :	Insémination Artificielle sur Chaleur Synchronisée
IMF :	Institution de Micro-finance
IDSV :	Inspection Départemental des Services Vétérinaires
IRSV :	Inspection Régionale des Services Vétérinaires
ISRA :	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
MDE :	Maison des Eleveurs
MSA :	Malick Sow & Associés
OCB :	Organisation Communautaire de Base
OPE :	Organisation des Professionnels de l'Elevage
PAPEL :	Projet d'Appui à l'Elevage
PARI :	Plan d'Action pour le Renforcement Institutionnel
PGUP :	Plan de Gestion d'Unité Pastorale
PIIPE :	Partager l'Information Instantanée pour Protéger l'Environnement
PMIA :	Projet de Modernisation et d'Intensification Agricole
PPR :	Peste des Petits Ruminants
RAC :	Responsable de l'Appui Conseil
RAF :	Responsable Administratif et Financier
RAGE :	Responsable de l'Aménagement et de Gestion de l'espace
RAT :	Responsable d'Antenne Technique
R/D :	Recherche / Développement
RESCOM :	Responsable de la communication
RI :	Responsable des Infrastructures
RROP :	Responsable du Renforcement des capacités des OPE
RSEF :	Responsable du Suivi-évaluation et du financement
RTS :	Radio Télévision Sénégalaise
SAGNO :	Système de Sélection à Noyau Ouvert
SIAGRO :	Salon International de l'agro-Alimentaire
SSAP :	Système de Surveillance et d'Alerte Précoce
UC :	Unité de Compte
UP :	Unité Pastorale
UPPRAL :	Union des Producteurs et Préposés du Rayon Laitier de Dahra
ZSP :	Zone SylvoPastorale

RESUME

Dans la zone du projet, et en particulier en zone sylvo-pastorale, la mise en œuvre de la deuxième phase du PAPEL a significativement amélioré la fonctionnalité et la gestion des infrastructures nécessaires à la sécurisation et à l'accroissement de la productivité des filières animales. Le réseau hydraulique a été densifié par la réhabilitation et l'implantation de 12 forages équipés, la mise en place de 69 600 mètres linéaires de réseau d'adduction et la pose de 18 moteurs et 14 pompes. Les infrastructures contribuant à l'intensification des systèmes de production animale et à la fluidité des transactions commerciales ont été renforcées par la réhabilitation de 5 foirails et de 2 aires d'abattage. Le dispositif d'appui conseil a bénéficié de meilleures conditions de travail grâce à la réhabilitation/construction de plus de 60 bâtiments de l'élevage, la mise en place de 60 motocyclettes et de 10 véhicules.

Les capacités pour une gestion durable des infrastructures ont été renforcées par la mise en place de 15 ASUFORs, la formation de nombreux relais communautaires dans les domaines de la gestion durable des ouvrages hydrauliques, les structures communautaires de gestion de ces infrastructures. Les 2 Centres de Prestation de Services créés rendent disponibles dans la proximité des professionnels de l'élevage de services qualifiés en gestion et audit. Les fonctions opérationnelles ont été professionnalisées sur une base contractuelle au sein de 5 organisations faîtières. L'animation et la sensibilisation ont été très actives pour la représentativité, la fonctionnalité et la transparence des structures communautaires grâce à l'intervention du dispositif. Au total, 69 organisations ont bénéficié de l'action du projet. L'alphabétisation de 2 139 apprenants et les campagnes successives de sensibilisation pour la scolarisation des enfants en ZSP ont significativement contribué à réduire l'analphabétisme.

Des services de proximité portant sur le crédit, l'insémination artificielle, la vaccination de la volaille locale, la gestion, l'audit financier, l'élaboration et le suivi des projets ont été facilités par le renforcement des capacités 39 IMF, la mise en place d'un fonds de crédit de 880 millions de FCFA à travers le système PMIA, l'installation de l'antenne décentralisée de la CNCAS à Dahra, la formation et l'équipement de 3 768 vaccinateurs villageois de volailles et de 24 inséminateurs privés, le renforcement de 6 radios communautaires. Au terme de la 5^{ème} année du projet, le crédit octroyé est de 2 221 762 709 FCFA pour 1 312 dossiers dont 1 475 418 200 FCFA par la CNCAS et 746 344 509 FCFA par les mutuelles agréées par le PMIA. Les taux de remboursement respectifs sont de 83 et 95% pour la CNCAS et les mutuelles.

La dynamique de gestion durable des ressources naturelles a été promue à travers les 20 Unités pastorales, les réseaux de relais en environnement, les actions de DRS, la stratégie concertée de lutte contre les feux de brousse, la formation et l'équipement de 110 Comités de Lutte contre les Feux de Brousse,

Le potentiel génétique du cheptel bovin et ovin a été amélioré à travers l'insémination de 4 000 vaches avec des taux de réussite de plus de 60% et la diffusion de géniteurs touabir à travers le SAGNO, 1 148 674 volailles locales ont été vaccinées contre la maladie de New Castle avec l'implication de 36 privés, de 6 services départementaux de l'élevage et les vaccinateurs villageois organisés en réseaux. Le taux d'exécution physique du projet atteint 90%. Sur un financement global de 10 348 754 000 FCFA, 8 528 979 000 FCFA ont été mobilisés. Le taux de mobilisation des fonds FAD est de 84% contre 78% pour le BCI. A travers des partenariats, des ressources additionnelles ont été orientées vers des activités supportées par le projet. La récente revue à mi-parcours du projet a attribué au projet une note de 3,16 sur 4.

Au cours de la dernière année de mise en œuvre du projet, 2007, l'accent sera mis sur la consolidation des acquis. Aussi, il s'agira, surtout, de renforcer :

- l'investissement durable dans l'élevage à travers le crédit, la promotion de l'accès à l'équipement, la mise en place des prototypes démonstratifs d'infrastructures d'élevage ;
- le service de proximité en insémination artificielle, avec la production et la distribution de semences par le Centre National d'Amélioration Génétique de Dahra ;
- la gestion transparente des ouvrages hydrauliques et des infrastructures de l'élevage ;
- la viabilité des Centres de Prestation de Services pour leur fonctionnement durable ;
- l'environnement lettré en langues nationales.

Les contacts déjà noués pour la formalisation du statut des Unités Pastorales seront poursuivis. Les infrastructures ou équipements nouveaux seront limités. Les logements du CNAG, les laiteries et des cabines de pompage seront construits ou mis en place.

Conformément aux recommandations de la revue à mi parcours du projet, un projet de requête pour une troisième phase du PAPEL sera élaboré et soumis aux autorités.

I. INTRODUCTION

La 2^{ème} phase¹ du PAPEL vise la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté par l'augmentation de la production de viande et de lait² ainsi que des revenus des populations³. Par rapport à la 1^{ère} phase, elle élargit la zone d'emprise du projet aux départements de Foundiougne et de Niour, responsabilise davantage les communautés bénéficiaires et favorise le faire-faire pour des résultats plus significatifs et plus durables. Elle suit une approche filière axée sur le lait comme porte d'entrée pour moderniser et intensifier les systèmes de productions animales. Enfin, elle confirme la stratégie de sécurisation et d'augmentation de la productivité de l'élevage pastoral à travers la mise en place des Unités Pastorales⁴. Il intervient dans 6 régions⁵. Son financement est évalué à 11,83 millions d'Unités de Compte, soit environ 10 milliards de FCFA⁶.

Les stratégies suivies se basent sur le relèvement du potentiel génétique du cheptel, l'amélioration des conditions d'élevage pour l'extériorisation des potentiels de productions, la facilitation des transactions commerciales. Pour accompagner cette dynamique productiviste, les capacités des professionnels de l'élevage sont renforcées à travers la formation, un meilleur accès au crédit et l'amélioration des services. Enfin, un contexte physique favorable aux évolutions souhaitées est encouragé à travers la promotion de la gestion durable des ressources naturelles, un meilleur accès à l'eau et l'amélioration de l'habitat.

Depuis septembre 2002⁷, en respectant les 5 principes directeurs⁸ qui guident son action, le projet mène des activités regroupées autour de 5 composantes (Développement des Systèmes de Production ; Aménagement et Gestion des Ressources Naturelles ; Restructuration et Renforcement des Organisations d'Éleveurs et Agro-éleveurs ; Développement du Crédit ; Gestion du Projet).

L'année écoulée fut marquée par la densification du maillage hydraulique, le renforcement de la disponibilité de service de proximité en insémination, le démarrage effectif des CPS, la mise en place de prototypes démonstratifs d'infrastructures d'élevage, la mise en place des ASUFOR, la poursuite de l'amélioration de la fonctionnalité des services de l'élevage, la professionnalisation des OPE et la finalisation de la revue à mi-parcours du projet.

Le présent document présente le Programme Technique Annuel devant être mis en œuvre par le projet en 2007. Il a été élaboré en tenant compte des objectifs assignés au projet et du parcours déjà accompli. Le rapport d'évaluation, le programme technique global du projet, les différents rapports d'activités, de supervision ont été les principaux documents de base utilisés au cours de son élaboration. Le processus a été clôturé par un atelier national de planification opérationnelle de 4 jours qui a réuni les représentants des différentes catégories de partie prenante du projet. Les conclusions de cet atelier, dont le rapport est disponible, ont été prises en compte en élaborant ce Programme Technique Annuel.

Pour chacune des composantes du projet, les objectifs assignés seront rappelés. Ensuite, les réalisations enregistrées au cours des années précédentes de mise en œuvre du projet seront présentées avant que ne soient indiquées celles prévues pour la dernière année de mise en œuvre du projet, 2007.

¹ L'évaluation de la 1^{ère} phase (Août 1992 à Juin 1999) a enregistré un croît additionnel de 5 100 tonnes de viandes et 4,4 millions de litres de lait. Mais des limites ont été notées sur le plan institutionnel.

² Augmentation de 40 413 tonnes de viandes et de 42 402 000 litres de lait en année de croisière (2010).

³ Augmentation de 25 000 à 7 000 000 FCFA des revenus des éleveurs pour une réduction de 20% du nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté en 2010.

⁴ 10 Unités Pastorales avaient été mises en place lors de la première phase.

⁵ Matam, Louga, Saint Louis, Fatick, Koalack et Diourbel.

⁶ Mais du fait de la dépréciation de son taux de change, une perte de ressources de plus de 1 milliard de FCFA a été enregistrée.

⁷ Date de l'organisation de l'atelier national de lancement du projet.

⁸ Équité, transparence, durabilité, partenariat et efficacité.

II. PROGRAMME TECHNIQUE :

2.1. Composante A. «Développement des Systèmes de Production d'Élevage» :

2.1.1. Objectifs du projet.

La composante porte sur i) la santé animale (prophylaxie, formation de 140 auxiliaires d'élevage et de 200 vaccinatrices de volailles, renforcement de 8 cabinets vétérinaires par la formation à l'insémination artificielle, installation de 6 nouveaux cabinets vétérinaires), ii) l'amélioration génétique (Insémination artificielle, formation de 14 inséminateurs privés, acquisition d'un noyau de 8 géniteurs exotiques pour la production de semences, mise en place d'un Centre d'Amélioration Génétique), iii) l'amélioration de l'habitat (soins vétérinaires de base, contrôle des maladies animales, 1 920 Exploitations Mixtes Intensifiées (EMI), 560 bergeries, 350 chèvreries, 1860 parcs de nuit), iv) la transformation et la commercialisation des produits animaux (10 centres de collecte et/ ou de laiteries, la réhabilitation d'aires d'abattage et de foirails) v) et la recherche-développement en productions animales.

2.1.2. Réalisations.

2.1.2.1. Santé animale. Le projet participe aux concertations préparant les campagnes annuelles de prophylaxie contre la PPR et la New Castle. Il apporte, aux Services de l'Élevage, un appui logistique (véhicules, motocyclettes, carburant, tenues des réunions de concertation) dans la mise en œuvre des campagnes annuelles de vaccination contre les maladies relevant du mandat sanitaire.

Concernant la New Castle, le projet a appuyé l'émergence d'une stratégie de vaccination impliquant le privé et des vaccinateurs villageois. Après une première opération test⁹ organisé avec le DIRFEL de Kaolack en 2002-2003 et un voyage d'études effectué au Burkina, trois campagnes annuelles de vaccination ont été successivement organisées. Le cumul des effectifs vaccinés dans la zone du projet est de 1 148 674 têtes.

Au fil des années, l'implication du PAPEL a évolué. Au départ, le projet se chargeait de l'organisation de concertations, de la sensibilisation, des dotations initiales en vaccins et petits matériels, de la formation de vaccinateurs, de l'organisation de cérémonie nationale de lancement de la campagne de vaccination. Actuellement, du fait de l'existence du volet élevage de la campagne agricole, le PAPEL se focalise sur la formation, la sensibilisation et la communication. Les principales difficultés signalées sont la déperdition importante de vaccinateurs du fait d'une faible motivation et parfois la mise en place tardive des intrants. L'accalmie de la maladie de New Castle rend plus saillant l'incidence de la variole aviaire. La psychose de la grippe aviaire a aussi ralenti les opérations vaccinales.

2.1.2.2. Amélioration génétique. La 1^{ère} campagne d'insémination artificielle fut exécutée en 2003-2004, par un prestataire privé et fut financée en totalité par le PAPEL. Depuis lors, à la faveur du volet élevage de la campagne agricole, une campagne annuelle d'insémination artificielle est exécutée. Le PAPEL la coordonne et appuie fortement les actions liées à la sensibilisation et à la communication. Au total, 3 987 vaches ont été inséminées dans la zone du projet. En plus, 24 inséminateurs privés¹⁰ (Vétérinaires, Ingénieurs et Agents de l'Élevage) et 6 formateurs en Insémination provenant de 3 Ecoles professionnelles ont été formés et équipés. Le Centre National d'Amélioration Génétique a démarré la production de semence. Les résultats préliminaires du programme R/D, exécutée avec le FNRAA, indiquent l'opportunité de favoriser l'IACN mais avec le renforcement du service de proximité. A la

⁹ A l'époque tous les Directoires de Femmes furent consultés.

¹⁰ Réseau des inséminateurs des vétérinaires du Centre et le Réseau du Nord.

faveur de la formation en insémination 24 praticiens privés de la médecine vétérinaire ont été renforcés. Le crédit n'a pas été sollicité pour l'installation de nouveaux privés malgré les sensibilisations et contacts pris.

Même si, l'impact de l'insémination est encore faible, ces différentes campagnes ont permis, au fur et à mesure, d'améliorer significativement les taux de réussite, d'induire une forte demande en insémination, de renforcer l'expérience des inséminateurs nouvellement formés, de positionner ces inséminateurs comme prestataire privé dans la fourniture de service de proximité et d'accroître la population de métis plus performants.

Le Système d'Amélioration Génétique à Noyau Ouvert a permis la diffusion d'un noyau de 25 géniteurs *touabir*¹¹. Le nombre et la qualité des naissances enregistrées sont corrects. Pendant 5 années de suite, le PAPEL appuie l'organisation de concours moutons de tabaski ou foire d'élevage. Ces foires, au départ localisées à Kaolack, se multiplient et concourent à créer une émulation saine et des synergies pour l'amélioration génétique et l'intensification des systèmes de production ovine. Les Conseils Régionaux de Louga et Kaolack ont pris des engagements financiers pour l'année prochaine pour la pérennité de ces manifestations.

Les efforts de développement de l'élevage caprin initiés par le Conseil Régional de Fatick et la Commune de Gandiaye sont appuyés sur la base de protocoles signés. Le projet a assuré les titres de transport de 3 stagiaires de Fatick en insémination artificielle caprine en France, accompagne la réflexion autour du programme, suit l'insémination des chèvres et a doté l'IRSV de Fatick en échographe. A Gandiaye, le projet a apporté des appuis ponctuels pour la sensibilisation, l'alimentation, la formation et l'élaboration d'un schéma de diffusion des géniteurs.

2.1.2.3. Amélioration des conditions d'élevage. Deux mille quatre vingt dix sept (2 097) étables abritant 1 370 vaches laitières et 2 533 bovins d'embouche et 792 EMI ovines abritant 1 603 ovins à l'embouche et 2 334 reproducteurs ont été installées à la faveur du crédit, de l'insémination artificielle et de la sensibilisation. Mais la plupart d'entre elles sont encore fabriquées avec des matériaux locaux précaires. Pour inverser la tendance, des prototypes démonstratifs d'étable, de bergerie et de poulaillers ont été mis en place.

Le volet cultures fourragères vise 1) l'émergence d'une filière d'approvisionnement en semences fourragères à travers des multiplicateurs de semences approvisionnés en pré-base par l'ISRA et 2) la production de fourrage par les producteurs approvisionnés en semences ordinaires par leur organisation ou les multiplicateurs. Les cultures fourragères et les stocks décentralisés de concentrés alimentaires et de graines de coton mis en place, grâce à l'intermédiation et la facilitation du PAPEL, par les organisations de professionnels d'éleveurs (MDE, DIRFEL, Organisations spécialisées,...)¹² grâce à des ressources propres ou le crédit CNCAS sécurisent davantage le cheptel et renforcent l'intensification des systèmes de productions animales.

Après la mise en place à titre démonstratif de 15 stations services de mélasse, les sensibilisations et les 25 séances de démonstrations sur la valorisation des fourrages pauvres, les producteurs intègrent de plus en plus la mélasse dans les rations de soudure et d'intensification. Un cumul de 65 000 litres de mélasse a été acquis par les producteurs, principalement, localisés au BA.

¹¹ Les géniteurs sont de race pure et proviennent du berceau de la race touabir en Mauritanie.

¹² Avec des ressources propres ou le crédit.

2.1.2.4. Transformation et commercialisation des produits d'élevage. A la faveur de réhabilitations, des efforts ont été faits pour réorganiser 5 foirails¹³. L'entretien annuel de 8 centres de collecte du rayon laitier de Dahra a été mené par le projet. Le processus d'installation de 3 mini-laiteries de démonstration est en cours. En raison des difficultés de gestion de l'UPPRAL, il est de plus en plus envisagé de confier la gestion du rayon laitier de Dahra à travers un contrat de location gérance. Dans le cadre d'un protocole signé avec l'ISRA, un programme R/D sur le déstockage a été exécuté.

Le PAPEL a significativement contribué dans l'élaboration de stratégies nationales de vaccination (dotation initiale, approche de masse, vaccinateurs villageois,...), d'insémination artificielle (formation d'inséminateurs,...). L'impact de l'insémination artificielle demeure encore limité du fait du protocole jusqu'ici suivi¹⁴ et des coûts¹⁵. Mais le service de proximité en insémination artificielle amorcé et la mise en œuvre du programme R/D sur les chaleurs naturelles contribueront à améliorer la situation. De plus en plus, utilisant leurs ressources propres ou le crédit, les acteurs/bénéficiaires initient des mécanismes endogènes pour prendre en charge leurs besoins en vaccins, intrants alimentaires, équipements,... Mais la faiblesse de l'investissement durable maintient encore les infrastructures d'élevage dans une précarité qui n'entretient pas les dynamiques d'intensification des systèmes de productions animales.

2.1.3. Prévisions 2007.

2.1.3.1. Santé animale.

En 2007, l'apport du projet dans le cadre de l'organisation des campagnes de vaccination se poursuivra. L'objectif demeurera de vacciner 1 000 000 de volailles au niveau de la zone du projet et la formation/recyclage de 500 vaccinateurs. Une attention plus soutenue sera portée sur la vaccination des petits ruminants contre la peste et la pasteurellose à travers la sensibilisation et l'organisation, si nécessaire, de rencontres de concertation. Le taux de couverture vaccinale visé est de 40%. Une telle activité prépare en amont l'approvisionnement en mouton de tabaski. Des contacts seront pris avec l'ISRA et la DIREL pour la prise en charge de la fièvre aphteuse au niveau du cheptel laitier.

2.1.3.2. Amélioration génétique.

A la faveur du volet élevage de la campagne agricole, 3 300 vaches seront inséminées sur chaleur induite et 1 600 sur chaleur naturelle dans la zone du projet.

Le CNAG produira 30 000 doses de semences pour couvrir les besoins de la campagne d'insémination artificielle et répondre aux autres sollicitations. Des concertations seront organisées pour la gestion durable et concertée du CNAG. Le projet coordonnera la formation de 50 inséminateurs prévus dans le cadre du volet élevage du programme agricole. Les enseignements tirés des programmes R/D sur l'IA et le déstockage seront partagés avec les différents acteurs.

Concernant l'espèce ovine, le suivi du SAGNO se poursuivra à travers la rediffusion de 20 géniteurs *touabir*. Le projet appuiera l'organisation de 4 foires dans sa zone d'emprise et développera des synergies entre les différentes organisations impliquées dans la filière ovine.

Les partenariats déjà noués avec les chevriers de Gandiaye et Fatick seront poursuivis.

¹³ 2 à Dahra, 1 à Linguère, 1 à Kaolack et 1 à Louga

¹⁴ Insémination après synchronisation des chaleurs et ré-insémination des vaches diagnostiquées vides après le 1^{er} passage.

¹⁵ Bien qu'ayant évolué vers la baisse (de 70 à 50 - 35 000 FCFA), le coût reste encore élevé sans une nécessaire subvention de l'Etat.

2.1.3.3. Amélioration des conditions d'élevage.

Après la finalisation de la mise en place des prototypes démonstratifs de 18 étables, de 17 bergeries et de 35 poulaillers, la sensibilisation (visites d'échanges, rencontres de concertation,...) sera intensifiée pour renforcer l'investissement durable en élevage. L'intermédiation et la facilitation pour l'acquisition d'intrants alimentaires par les professionnels seront poursuivies. Les équipements d'IRSV, IDSV et postes vétérinaires réhabilités ou construits seront renforcés. Des formations thématiques continueront à être organisées sur l'embouche, le lait, la vaccination de la volaille. Un accent particulier sera mis sur l'appui-conseil ciblé sur l'élevage péri-urbain et suivant davantage une approche systémique basée sur un programme périodique de tournée préétabli.

2.1.3.4. Transformation et commercialisation des produits d'élevage.

Les trois prototypes démonstratifs de laiteries seront installés en ZSP et au BA. Les concertations seront élargies pour renforcer l'organisation de la filière laitière au niveau des différentes zones. Le PAPEL continuera à participer à la préparation des opérations de commercialisation du mouton de tabaski. A travers les radios partenaires, des sensibilisations seront faites sur la lutte contre le vol du bétail.

2.2. Composante B : «Aménagement et gestion de ressources naturelles» :

2.2.1. Objectifs du projet.

Cette composante prévoit i) la réhabilitation ou l'implantation de 10 forages équipés¹⁶ ; ii) la création de 1500 km de pare-feu ; iii) la formation de 80 auxiliaires de l'environnement ; iv) l'aménagement et la gestion des parcours ; v) la lutte contre l'érosion des sols et récupération des terres dégradées par les travaux de défense et restauration des sols (DRS); vi) la lutte contre la pollution des eaux ; vii) le reboisement de 1 500 Ha ; viii) la constitution de réserves fourragères ; ix) la mise en place des Comités d'Appui Spécifiques pour l'environnement. La surveillance et le suivi permanents et rapprochés d'impacts environnementaux seront assurés.

2.2.2. Réalisations.

2.2.2.1. Programme hydraulique. Le PAPEL inscrit son action dans le sillage de la politique nationale en matière d'hydraulique. Grâce au partenariat avec la DEM et la DHy et avec une maîtrise d'œuvre assurée par SETICO, douze forages ont été réhabilités ou réalisés. Quatre châteaux d'eau ont été construits. Dix huit moteurs, 14 pompes et 69 600 mètres linéaires du réseau d'adduction ont été installés. Une animation a accompagné la mise en place de ces infrastructures pour promouvoir la vente volumétrique de l'eau.

La qualité de l'eau de forages et de mares de la ZSP a été analysée par l'Institut Pasteur. Le dispositif d'animateurs a été formé en gestion de la qualité de l'eau avec le concours des services décentralisés de la santé de la ZSP.

En plus, les résultats de l'étude de faisabilité du programme hydraulique ont été mis à la disposition du Ministère chargé de l'Hydraulique pour une exploitation éventuelle par des programmes similaires devant s'exécuter en Zone Sylvo-Pastorale. L'animation et la sensibilisation faites avec le concours des opérateurs spécialisés ont favorisé l'adoption d'une gestion plus transparente et démocratique des ouvrages hydrauliques avec la tenue de documents de gestion, l'ouverture de compte bancaire et une vie associative plus active.

¹⁶ 6 nouveaux et 4 à régénérer.

2.2.2.2. Lutte contre les feux de brousse. 1 748 kms de parefeux ont été mis en place dans la zone du projet. Cent Vingt des 300 km de parefeux en régie ceinturent la partie Sud-Est du Ranch de Doli. Avec les Services des Eaux et Forêts, les projets de la ZSP et les communautés, une stratégie concertée de lutte contre les feux de brousse est mise en oeuvre. 110 CLFB ont reçu des lots d'équipements¹⁷. Deux lancements officiels de la campagne de lutte contre les feux de brousse et de constitution des réserves fourragères ont été organisés. Des ciné bus¹⁸, la RTS et les radios communautaires sont mis à profit pour sensibiliser les populations. Ainsi, les superficies brûlées dans le département de Linguère avaient fortement décru (120 000 Ha en 2002, 11 000 Ha en 2003, négligeable en 2004). Mais l'année 2005, a été marquée par la recrudescence des feux avec près de 100 000 Ha déjà brûlés.

2.2.2.3. Aménagement et gestion des parcours. 73 relais communautaires en environnement ont été formés en andragogie, gestion holistique des ressources naturelles. En plus, 10 Unités Pastorales (UP) de la 1^{ère} phase ont été redynamisées. Dix nouvelles UP ont été caractérisées et dotées d'un Plan de Gestion intégrant le principe de la vente volumétrique de l'eau. Les Présidents d'UP ont mis en place l'Association des Présidents d'Unité Pastorale (APUP). Le dispositif a été formé en évaluation des pâturages, SIG, lutte contre les feux, techniques de pépinières et de reboisement. Au Bassin Arachidier, 3 parcelles pastorales et 52 sites de mise en défens ont été mis en place à Mbadakhouné (22) et Ngathie Naoude (30) contre 54 en ZSP. Le deuxième rapport d'évaluation de mise en œuvre des Plans de Gestion d'UP a été élaboré.

2.2.2.4. Lutte contre la désertification. Depuis 2003, le projet met en œuvre une campagne de reboisement. Vingt neuf pépinières¹⁹ ont été créées ou renforcées. Un cumul de 73 000 plants a été reboisé. Les principales difficultés concernent la continuité des activités au niveau de pépinières villageoises, la faible motivation des relais en environnement et l'implication encore insuffisante des Collectivités Locales.

2.2.2.5. Constitution de réserves fourragères (production de semences et de fourrage). Le volet cultures fourragères comporte deux volets visant 1) l'émergence d'une filière d'approvisionnement en semences fourragères à travers des multiplicateurs de semences prébase venant de l'ISRA et 2) la production de fourrage à travers les organisations de producteurs et leurs membres. La difficulté de disposer de semences prébase persiste. Dix prototypes de moto-faucheuses de démonstration ont été mis en place. Vingt cinq démonstrations-formations sur la valorisation des fourrages pauvres avec la mélasse et l'urée ont été faites. L'utilisation de motofaucheuses a été renforcée à la faveur du volet élevage du crédit agricole.

2.2.2.6. Lutte contre l'érosion des sols et récupération des terres dégradées. Dans le cadre du partenariat avec le Bureau Pédologie de la Direction de l'Agriculture, l'accent a été mis sur l'évaluation des résultats des essais précédents et la poursuite de la sensibilisation des producteurs. Pour permettre la poursuite des opérations de DRS, des tables de tissage ont été mises à la disposition de 4 OCB en GRN du BA.

¹⁷ Matériels de lutte active et 20 panneaux d'avertissement.

¹⁸ Ciné de Plan International en 2004 et 2005 ; de la DEFCCS en 2006

¹⁹ 19 au BA et 10 en ZSP.

2.2.2.7. Surveillance et suivi permanents. Un PGIES a été élaboré. Le SSAP est devenu opérationnel avec la mise en place d'un réseau de 15 phonies et la publication du bulletin PIPE. Des concertations sont en cours pour l'élaboration d'une approche systémique de gestion concertée de la transhumance. Dans ce cadre, des études ont été menées. Des ateliers décentralisés de concertation ont été organisés dans les différentes zones. Il reste à finaliser le processus par la tenue de l'atelier national.

Ces actions ont renforcé les dynamiques endogènes et communautaires de gestion concertée des ressources naturelles, sécurisé davantage le Ranch de Doli comme zone de refuge, accru l'adhésion et la mobilisation des populations du fait de l'espoir suscité par le programme eau, favorisé l'acceptation du principe de la vente volumétrique de l'eau pour une gestion plus durable des ouvrages hydrauliques, réduit l'incidence des feux de brousse, amorcé une approche systémique de gestion de la transhumance.

2.2.3. Prévisions 2007.

2.2.3.1. Programme hydraulique. Pour sécuriser les équipements d'exhaure, la construction de 7 cabines de pompage, différée pour des raisons budgétaires, sera effective. La priorité sera mise sur la poursuite de la sensibilisation pour une gestion transparente et durable des ouvrages hydrauliques (vente volumétrique de l'eau). Dans ce cadre, des concertations seront organisées pour davantage clarifier les relations entre les ASUFOR, les CGUP et l'APUP.

2.2.3.2. Lutte contre les feux de brousse. Avec la persistance et le rôle du facteur anthropique dans l'origine des feux de brousse, les réunions d'UP, les radios communautaires et locales seront utilisées pour sensibiliser, plus tôt que d'habitude²⁰, les communautés de la ZSP. Les objectifs visés sont la mise en place de 500 kms de parefeux communautaires, une attitude de veille des communautés autochtones et des transhumants.

2.2.3.3. Aménagement et gestion des parcours. La gestion communautaire des ressources induite par les UP sera consolidée à travers la sensibilisation, les visites d'échanges inter-UP et la tenue d'un atelier de partage des résultats de l'évaluation concertée des PGUP. Les limites des mises en défens seront plus visualisées dans le cadre de l'environnement lettré.

2.2.3.4. Gestion de la transhumance. A la suite de l'étude sur la gestion concertée de la transhumance²¹ et des 3 ateliers de restitution déjà tenus, l'atelier national de finalisation du processus d'élaboration de la stratégie de gestion concertée de la transhumance sera organisé. Les contacts entamés pour la légalisation du statut des UP seront renforcés et des visites d'échanges se feront au niveau d'autres zones où se mènent des expériences similaires.

2.2.3.5. Lutte contre la désertification. 285 Ha seront reboisés avec des plants de pépinières et, pour des raisons de durabilité, la régénération naturelle assistée. Il est prévu d'appuyer au BA la mise en place de 5 parcelles pastorales. Les autorités locales seront sensibilisées pour que les budgets de communautés rurales appuient les opérations de reboisement. Avec la mise en place de 4 tables de tissage et la sensibilisation, 10 autres sites de DRS seront mis en place.

2.2.3.6. Constitution de réserves fourragères (production de semences et de fourrage). Des contacts seront pris avec l'ISRA pour la disponibilité de 500 kg de semences pré-base pour la production de 12,5 tonnes de semences certifiées.

²⁰ D'habitude, la mobilisation démarrait en Octobre. Mais en 2006, l'apparition des feux a été très précoce.

²¹ Le processus, au départ initié par DGL Felo, fut poursuivi par plusieurs structures intéressées sous la coordination du PAPEL.

2.2.3.7. Mise en place des Comités d'Appui Spécifiques (CAS) pour l'environnement. Pour poursuivre le renforcement des capacités des relais communautaires et des CAS Environnement et atténuer l'impact de la faible motivation des relais, 30 charrettes seront acquises pour être mises à la disposition d'OCB du BA et de la ZSP. Ces équipements faciliteront aussi les déplacements des relais pour un meilleur suivi des mises en défens et des feux de brousse. Neuf *penc*²² seront installés pour servir de siège d'UP choisies parmi celles ayant le mieux appliqué leur plan de gestion. Il s'agit ainsi de faciliter la tenue des réunions et de renforcer la visibilité des UP. Le projet appuiera, au niveau de chaque région, un processus impliquant les collectivités locales, de mise en place de cadre de concertation des OCB GRN.

2.2.3.8. Surveillance et suivi permanents. Des efforts seront menés pour diversifier les informations partagées à travers le SSAP au-delà du suivi des feux de brousse. Une rencontre entre les différentes parties prenantes du SSAP sera organisée pour discuter de sa poursuite au-delà du PAPEL. Le PIIPE sera traduit en langue nationale. Avec les services de l'élevage, la possibilité de sondages ponctuels de biomasse sera étudiée. Une formation des formateurs en confection de fourneaux *bann ak suuf* sera organisée pour leur plus large diffusion.

2.3. Composante C : «Restructuration et renforcement des organisations des éleveurs et des agro-éleveurs» :

2.3.1. Objectifs du projet.

Cette composante renforce les OPE pour en faire des entités plus représentatives, plus fonctionnelles et plus démocratiques à travers leur inventaire, leur diagnostic, leur restructuration, leur formation, l'amélioration de leur équipement et visibilité. Les principales réalisations prévues sont la redynamisation/création de 20 UP, la formation de 36 formateurs communautaires et de 2 720 producteurs, l'alphabétisation de 2000 apprenants et la création de 5 CPS fournissant des services de proximité en gestion, audit, élaboration/suivi de projet.

2.3.2. Réalisations.

2.3.2.1. Restructuration des Organisations de Professionnels de l'Elevage. Après l'inventaire de 871²³ Organisations Communautaires de Base évoluant dans l'élevage, 179 organisations ont bénéficié d'appuis multiformes (diagnostic, élaboration de PARI et de documents statutaires, restructuration, équipement, formations de base et thématiques,...). Quatre OPE ont été dotés d'un Directeur technique contractuel. Deux CPS, mis en place, ont effectivement démarré leurs activités à travers des contrats de services signés avec des MDE, DIRFELS, Mutuelles. Un voyage d'études au Brésil a été organisé.

2.3.2.2. Formation des relais et dirigeants. Le cumul de membres d'OPEs ayant reçu diverses formations en vie associative, gestion, thèmes techniques est de 6 769. Cinq voyages d'études ont été organisés au Maroc, Burkina, en France et au Brésil. Le projet a appuyé la participation de professionnels au SIAGRO et à la FIARA ainsi que l'organisation de 9 foires décentralisées. Les formations thématiques ont porté sur la gestion des ouvrages hydrauliques, le fonctionnement d'une radio communautaire, le rationnement, la lutte antiacridienne, le compostage, la DRS, la valorisation des fourrages pauvres,... L'alphabétisation, démarrée en 2004, a bénéficié à 2 139 apprenants.

Cette composante a davantage professionnalisé les organisations de professionnels, amélioré leur représentativité, accru leurs ressources, responsabilisé davantage les professionnels, encouragé l'émergence de structures communautaires et des dynamiques de concertation.

²² Hangar pour abriter les réunions est annexé à un magasin pour garder les équipements de l'UP.

²³ 484 en ZSP et 387 au BA.

2.3.3. Prévisions 2007.

Un accent particulier sera mis sur le renforcement de l'environnement lettré avec l'élaboration de guides pratiques en langue nationale et de panneaux de signalisation, la mise en place de centres de lecture, l'intensification de la traduction des documents clés. Quarante cinq leaders seront formés en gestion administrative et financière ainsi qu'en lobbying. La sensibilisation pour l'enrôlement des enfants à l'école se poursuivra.

Les réseaux émergents (vaccinateurs, relais environnement, inséminateurs privés, radios communautaires, OCB en GRN, facilitateurs d'alphabétisation,...) et les 2 CPS bénéficieront d'un accompagnement pour le renforcement de leurs capacités. Les dynamiques pouvant concourir à la mise en place, au niveau national, de réseau filière ou réseaux spécialisés seront encouragées des discussions auront lieu avec la Direction de l'Emploi pour l'élargissement de l'expérience de contractualisation des fonctions opérationnelles au sein des OPE.

De sensibilisations seront menées pour l'élaboration de budget participatif au niveau des Comités de Gestion de forage de manière à prévoir des mécanismes de soutien aux activités environnementales, éducatives et sanitaires à partir des ressources générées par les forages. Le modèle de manuel de procédures et gestion en cours d'élaboration sera finalisé et diffusé.

2.4. Composante D. «Développement du Crédit».

2.4.1. Objectifs du projet.

Pour faciliter l'intensification des systèmes de productions animales et davantage huiler les transactions commerciales au niveau des filières, des actions sont menées dans le cadre de cette composante pour diversifier les opportunités d'accès au crédit pour mieux les adapter aux besoins des professionnels de l'élevage.

Ainsi, un fonds de crédit de 880 000 000 FCFA²⁴ est prévu pour davantage renforcer les ressources longues nécessaires pour le crédit à moyen et long termes (Matériel d'insémination, semences, Géniteurs ovins et caprins, Etables, Bergeries, Installation de vétérinaires privés, Inséminateurs, laiteries,...). En plus, le projet apportera un appui logistique aux mutuelles et à la CNCAS pour la poursuite du crédit et la mise en place d'une antenne décentralisée de la CNCAS à Dahra. Le fonds de crédit est géré par le PMIA.

2.4.2. Réalisations.

2.4.2.1. Accès au crédit. La totalité du montant prévu a été mis à la disposition du PMIA. Mais des prélèvements pour frais bancaires y ont été faits. Le cumul de crédit octroyé est de 2 221 762 709 FCFA avec un taux de remboursement moyen de 83% pour le crédit CNCAS et 95 pour les mutuelles. Ces crédits ont surtout financé des activités court terme (embouche, commercialisation, intrants alimentaires). Le fonds de garantie mutuelle est de 45 757 128²⁵ FCFA. L'antenne CNCAS décentralisée à Dahra est opérationnelle. Des ateliers de formation sur l'élaboration et le suivi des projets ont été organisés.

2.4.2.2. Renforcement du système financier décentralisé. Les 2 Opérateurs Partenaires (ACA et AQUADEV) recrutés ont inventorié 195²⁶ mutuelles, les ont décrites dans 2 répertoires (Une par zone). 39 d'entre elles ont été appuyées pour élaborer un PARI, 29 IMF ont reçu des équipements destinés à les rendre plus fonctionnels et plus sûres. 333 membres d'organes élus et 65 staffs d'IMF ont été formés. Deux cadres de concertation d'IMF ont été mis en place. Six IMF ont été agréés par le Ministère de l'Economie et des Finances.

²⁴ Initialement, ce fonds de 1,396 milliards de FCFA a été ramené à 880 millions de FCFA pour tenir compte de la baisse du taux de change.

²⁵ A la date du 29 Sept 2006.

²⁶ 107 au BA et 88 en ZSP.

Les opportunités d'accès au crédit se sont renforcées et diversifiées. Le développement de service de proximité est amorcé. Les ressources pouvant élaborer des dossiers de demande de crédit et suivre les projets ont été renforcées. Même en ZSP, des actions d'intensification de la production (embouche) sont exécutées. Mais le crédit court terme domine.

2.4.3. Prévisions 2007.

Les efforts fournis pour améliorer la qualité du portefeuille, en particulier au BA, et favoriser l'investissement durable seront poursuivis. Il est prévu un volume de crédit de 500 000 000 FCFA. La réflexion sur les modalités de gestion du Fonds de Garantie Mutuelle se poursuivra. Un mécanisme sera mis en place pour assurer la pérennité de sa gestion avec une forte implication des professionnels de l'élevage. La complémentarité entre les mutuelles et les banques sera favorisée à travers le financement des mutuelles par la CNCAS. Les efforts entamés pour favoriser l'investissement durable seront poursuivis.

2.5. Composante E: *Gestion du projet*

2.5.1. Objectifs du projet.

Le rapport d'évaluation prévoit la mise en place d'une équipe du projet composée de 25 contractuels dont 10 cadres, des procédures de gestion et la mobilisation des ressources. Les activités d'appui-conseil s'exécutent à travers des partenaires extérieurs dont la Direction de l'Elevage. Le coût total du projet est estimé à 10,349 milliards de FCFA soit 11,83 millions d'UC hors taxes et hors douanes.

2.5.2. Réalisations.

2.5.2.1. Ressources humaines. L'équipe du projet a été renforcée par un Responsable de la Communication. Elle a bénéficié de diverses formations (approche participative du développement, micro-finance, informatique et suivi de la biomasse) et de voyages d'étude du Maroc au Bénin et au Burkina et des visites de salon RENNES (SIAGRO, FIARA et SPACE). Vingt protocoles de partenariat ont été signés pour créer des synergies et compléter le dispositif d'intervention.

2.5.2.2. Fonctionnement. Le dispositif de l'élevage est en place. Mais, il est caractérisé par une certaine instabilité et les difficultés de faire prendre les actes administratifs le concernant.

2.5.2.3. Logistique et infrastructures. Douze véhicules et 60 motocyclettes ont été acquis et, pour la plupart, affectés aux services de terrain. Huit anciens véhicules de 1994²⁷ ont été réparés et redéployés au sein du dispositif d'intervention. Plus de 60 bâtiments de l'élevage ont été construits ou réhabilités. Les services vétérinaires bénéficient de l'appui logistique et de carburant. Le site WEB du projet est en service.

2.5.2.4. Budget. Le système comptable est en place et permet un suivi journalier des opérations exécutées en suivant le manuel de procédures du projet. Le budget mobilisé est de 8 528 979 000 FCFA dont 6 800 119 000 FCFA provenant du FAD et 1 728 860 000 FCFA du BCI. Ainsi, les taux d'exécution budgétaire et physique sont de 82 et 90%.

Depuis le début du projet, 52 marchés ont été organisés pour un montant de 4 966 848 572 FCFA. 46 (88%) sont achevés, un a été résilié par carence de l'adjudicataire. Cinq sont encore en cours. Ils concernent i) les 2 contrats d'opérateurs spécialisés en renforcement de capacités qui arrivent à terme en 2007, ii) les 2 marchés de construction et réhabilitation de bâtiments exécutés à 70%, iii) le contrat d'audit qui se termine après l'audit de l'exercice 2007.

²⁷ Mais devant le coût élevé de leur maintenance et réparation, ces véhicules ont été retirés du circuit.

2.5.2.5. Supervision du projet. Un document de suivi-évaluation a été élaboré. Une base de données du projet structurée est en place. Le reporting des activités est régulier. Trimestriellement, des rencontres de suivi des opérateurs ont lieu sur le terrain. Les organes de pilotage se réunissent. Les exercices 2002, 2003, 2004 et 2005 ont été audités et certifiés réguliers et sincères. Le projet a reçu 6 missions de supervision dont une du bureau régional de la BAD à Dakar, la visite du département Audit et de l'Administrateur Sénégal à la BAD.

Les quelques difficultés notées concernent le règlement des taxes liées au carburant, au téléphone, à l'électricité et à l'eau, le coût élevé de réparations induit par l'entretien et la maintenance des vieux véhicules, le prélèvement de frais bancaires. Les partenariats ont permis de créer des synergies attirant vers les programmes du PAPEL des ressources additionnelles. Des ressources communautaires financent entièrement ou en partie des activités comme la création de pare-feux, l'acquisition des semences, la vaccination, les intrants alimentaires.

2.5.3. Prévisions 2007.

2.5.3.1. Ressources humaines. L'équipe de gestion du projet restera inchangée. La dynamique de renforcement des capacités du dispositif d'appui-conseil sera entretenue par les présentations au cours des réunions décentralisées de coordination, la diffusion de fiches techniques illustrées

2.5.3.2. Fonctionnement. 2007 étant la dernière année de mise en œuvre du projet, conformément aux recommandations de la revue à mi-parcours et de la dernière mission de supervision, un atelier de capitalisation et de partage sera organisé.

2.5.3.3. Logistique et infrastructures. Les seules constructions prévues concernent les logements destinés au staff technique du CNAG.

2.5.3.4. Budget. Le budget prévisionnel est de 1 713 520 000 FCFA. Au titre des ressources FAD, 1 463 520 000 FCFA seront mobilisés contre 250 000 000 FCFA pour le BCI. Au terme de 2007, le taux d'exécution du projet sera de 99%.

2.5.3.5. Supervision du projet. Les comités technique et de coordination se tiendront. Les comptes du projet concernant l'exercice 2006 seront audités. Les dispositions pour l'évaluation finale du projet seront prises. Le suivi socio-économique sera renforcé pour faciliter, le moment venu, l'évaluation de l'impact du projet.

2.5.3.6. Communication. Les activités majeures du projet feront l'objet d'une couverture médiatique. Pour davantage familiariser les journalistes aux activités du projet, une visite de presse sera organisée. Le bulletin électronique initié en 2005 (le papel en bref) sera poursuivi.

COMPOSANTE / ACTIVITES	MOIS											
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII
2.4. DEVELOPPEMENT DU CREDIT												
2.4.1. Octroi de crédit dans le cadre des protocoles avec le PMIA et la CNCAS	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**
2.4.2. Consolidation du programme du renforcement des IMF/CPS	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**
2.4.3. Recherche de partenaires pour IMF (complémentarité crédit classique et crédit de proximité)	**	**	**	**	**	**						
2.4.4. Mise en place d'une faîtière pour la gestion du fonds de garantie mutuelle	**	**	**									
2.4.5. Assainissement portefeuille	**	**	**	**	**	**						
2.5. GESTION DU PROJET												
2.5.1. Mise en œuvre de la stratégie de communication locale	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**
2.5.2. Mise en œuvre de la stratégie de communication nationale	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**
2.5.3. Audit des comptes du projet pour l'exercice 2006	**	**	**									
2.5.4. Inventaire des immobilisations						**	**					
2.5.5. Analyse des comptes de l'exercice 2006	**											
2.5.6. Pré-audit 2006		**										
2.5.7. Audit Comptes 2006			**									
2.5.8. Collectes et traitement de données Zoo-techniques et socioéconomiques	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**	**
2.5.9. Amélioration des statistiques sur la vaccination contre la maladie de New Castle et sur la population de métisses	**	**	**	**	**	**						
2.5.10. Atelier de partage des résultats du suivi zoo-sanitaire			**									
2.5.11. Atelier de partage de l'expérience PAPEL										**		
2.5.12. Evaluation finale du projet											**	
2.5.13. Visite de presse des réalisations						**						
2.5.14. Consultation pour capitalisation PAPEL							**	**	**	**	**	

III. BUDGET PREVISIONNEL.

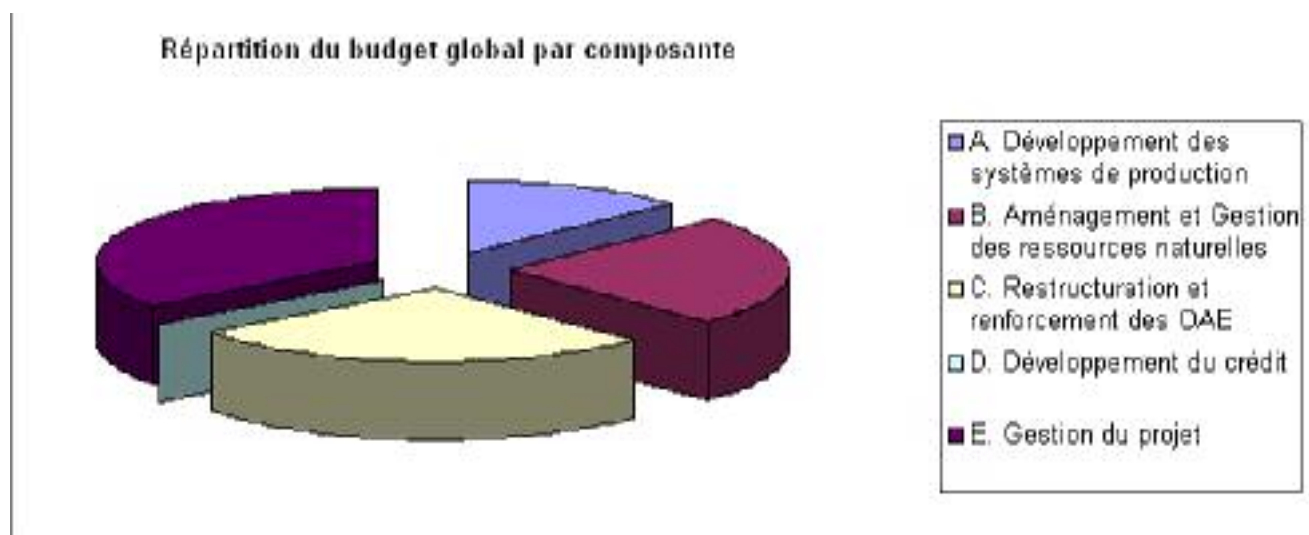
Le budget global 2007 a porté sur reliquat global des ressources mises en place par le FAD et l'Etat du Sénégal à travers son BCI pour l'exécution du PAPEL II. Il a été confectionné en tenant compte de la dernière révision de la liste des biens et services transmise à la BAD. Il s'élève à 1 713 520 FCFA contre 2 973 500 FCFA l'année précédente, soit une baisse de 42%. Cette baisse résulte essentiellement des composantes "Aménagement et gestion des ressources naturelles" et "Développement du crédit" qui, à elles deux, représentent 85% de cette baisse.

3.1 Répartition par composante et source de financement.

Tableau 1. Répartition du budget global par composante et par source de financement

Composante	Total		Financement	
	Budget	%	FAD	Etat
A. Développement des systèmes de production	222 776	13%	172 776	50 000
B. Aménagement et Gestion des ressources naturelles	421 842	25%	421 842	
C. Restructuration et renforcement des OAE	462 114	27%	446 114	16 000
D. Développement du crédit	0	0%		
E. Gestion du projet	606 788	35%	422 788	184 000
TOTAL	1 713 520	100%	1 463 520	250 000

Graphique 1. Répartition du budget global par composante



La baisse constatée au niveau de la composante "Aménagement et gestion des ressources naturelles" s'explique par le niveau de réalisation du programme hydraulique en phase de finalisation et l'achèvement de la composante crédit.

Le budget global 2007 est essentiellement répartie entre les composantes "gestion du projet", "aménagement et la gestion des ressources naturelles" et "restructuration et renforcement des OPE" qui constituent respectivement 35, 25 et 27%.

L'importance de la composante "gestion du projet" s'explique par les salaires (qui sont des charges fixes) et les indemnités de fin de contrat qui devront être payées à la fin des contrats du personnel prévue en Décembre 2007. Cette composante représente 31% du budget global.

Malgré sa baisse, la composante "aménagement et gestion des ressources naturelles" demeure encore importante avec 25% du budget. Cette importance relative relève de la finalisation du programme eau qui représente 18 % du budget global.

L'essentiel du budget de la composante "Restructuration et renforcement des OPE" relève des opérateurs qui contribuent pour 18% au budget global.

3.2. Répartition par catégorie.

Tableau 2. Répartition du budget global par catégorie et par source de financement

Catégorie	Total		Financement	
	Budget	%	FAD	Etat
A- Travaux	484 455	28%	434 455	50 000
B- Équipements	65 602	4%	65 602	
C- Services	482 165	28%	482 165	
D- Crédit	0	0%		
E- Formation	40 500	2%	34 500	6 000
F- Fonctionnement	234 693	14%	183 693	51 000
G- Personnel	406 105	24%	263 105	143 000
TOTAL	1 713 520	100%	1 463 520	250 000

Graphique 2. Répartition par catégorie.



L'analyse par catégorie du budget global relève que 80% du budget sont répartis entre les "travaux", "services" et "personnel" qui représentent respectivement 28, 28 et 24%.

Le budget de la catégorie "travaux" comprend essentiellement la finalisation la mise en œuvre du programme eau. Ce programme représente à lui seul 65% de la catégorie et s'inscrit essentiellement autour de la réalisation de châteaux d'eau, de cabine de pompe...

Pour ce qui est de la catégorie "services", il ressort du tableau ci-dessus que seul le FAD participe au financement de la ligne "service". Dans cette rubrique, le budget arrêté pour les opérateurs représente 64%.

La catégorie "personnel" demeure importante avec 24% du budget global. Cela s'explique par les salaires (qui sont des charges fixes) auxquels il faut ajouter les indemnités de fin de contrat qui devront être payées en fin d'année. Ces indemnités représentent 26% du budget de catégorie.

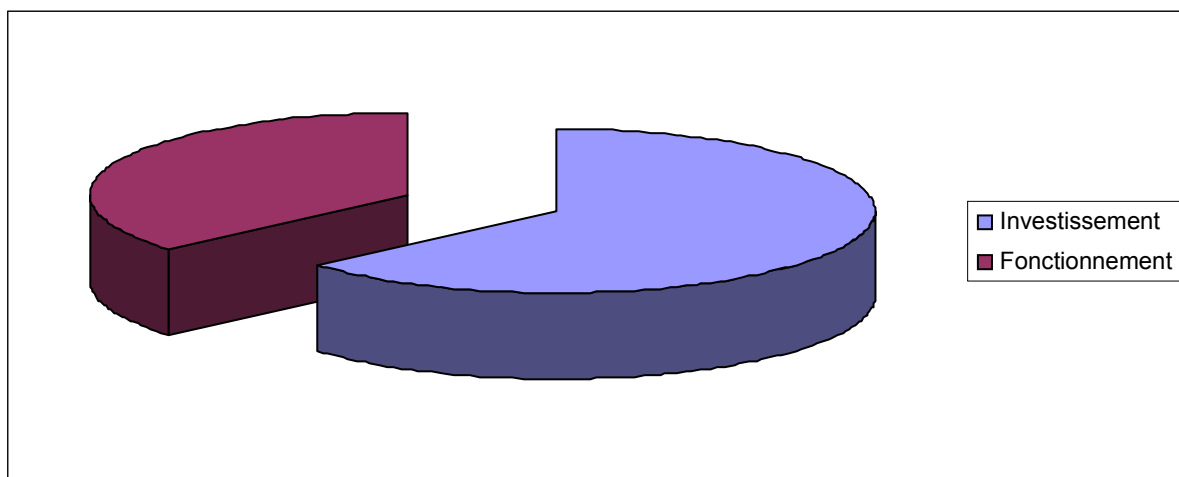
Les catégories fonctionnement et frais de personnel représentent 37% du budget global. Elles vont être mobilisées pour financer les ressources humaines ainsi que les charges annexes, nécessaires à la consolidation et à la finalisation des réalisations du projet. Les ressources affectées aux investissements représentent 63%.

L'accroissement constaté par rapport à 2006 résulte :

- des charges salariales, des frais fixes, qui ont augmentées de 26%, à cause des indemnités de fin de contrat ;
- de la réduction de 42% du budget global entre 2006 et 2007 ;
- de l'exécution de la quasi-totalité des investissements prévus par le projet pour lequel 2007 est la dernière année de mise en oeuvre.

3.3. Ratio Fonctionnement/Investissement.

Graphique 3. Ration Fonctionnement/Investissement.



Annexe 1. Quelques repères sur le PAPEL.

Première phase :

- Exécution de 1992 à 1998.
- Evaluation en 1999.

Deuxième phase :

- Numéro de prêt : F/SEN/APP-ELV-2/00/24
- Date d'approbation : 17 mai 2000
- Signature de l'Accord de crédit : 14 Juillet 2000.
- Durée du projet : 6 ans (2002 – 2007).
- Coût total du projet : 11,83 millions d'Unité de Compte (10,429 milliards de FCFA)
- Montant prêt BAD : 10 millions d'Unité de Compte.
- Montant contrepartie Etat : 1 830 000 Unité de Compte.
- Activation du prêt par la BAD : 1^{er} Février 2002.
- Mise en place de l'équipe du projet : Avril 2002.
- Mise en place 1^{ère} Demande de Fonds de Roulement : Août 2002.
- Atelier National de Lancement du Projet : 4 Septembre 2002.
- Date prévisionnelle du 1^{er} décaissement : 31 Décembre 2007.

Annexe 2. Bilan de l'exécution des protocoles de partenariat.

N° d'ordre	Date signature	Service	Objet	Période		Coût des prestations (FCFA)							Taux
				Début	Fin	Prévisions	Réalizations					Total	
							2 002	2 003	2 004	2 005	2 006		
1	05/09/2002	DALN	Elaboration, supervision, évaluation du volet alphabétisation	2002		10 000 000	0		1 359 980	0	1 330 000	2 689 980	27%
2	10/09/2002	CSE	Aménagement et gestion durable des ressources naturelles	2002	2006	90 464 000	17 221 600	17 221 600	24 780 800	11 115 500	6 800 000	77 139 500	85%
3	11/09/2002	ANCAR	Renforcement mutuel dans l'appui conseil-rural	2002	2007	Pas de coût direct						0	
4	12/09/2002	DHy	Mise en oeuvre du programme hydraulique	2002	2007	44 975 000	7 475 000	3 560 000	9 335 000	7 500 000	7 500 000	35 370 000	79%
5	12/09/2002	DEM		2002	2007	44 985 000	7 785 000	1 860 000	9 300 000	7 440 000	5 580 000	31 965 000	71%
6	16/09/2002	DIREL	Mise en oeuvre du projet	2002	2007	159 828 000			36 000 000	0		36 000 000	23%
7	16/09/2002	DEFCCS	Aménagement et gestion durable des ressources naturelles	2002	2007	5 000 000			1 000 000	0	2 880 500	3 880 500	78%
8	01/10/2002	EISMV	Formation des inséminateurs, contrôle/qualité des produits d'origine animale	2002	2004	43 320 000	6 140 000	16 264 000	13 615 000			36 019 000	83%
9	22/10/2002	FNRAA	Gestion de projets de recherche développement	2002	2003	24 973 891			9 989 556		7 492 167	17 481 723	70%
10	24/10/2002	ISRA	Suivi/Evaluation des systèmes de productions animales & mise en place du CAG	2002	2003	18 902 500		7 561 000	5 670 750	5 670 750		18 902 500	100%
11	05/02/2003	PPZS	Impact du PPP	2001	2003							0	
12	00/03/2002	CNCAS	Services financiers, Crédit et épargne	2003	2007	50 000 000		30 000 000		15 000 000		45 000 000	90%
13	13/08/2001	PMIA	Crédit	2001	2007	880 000 000			500 000 000	380 000 000		880 000 000	100%
14	10/09/2002	DGR	Maîtrise d'œuvre travaux et constructions	2003	2006	23 000 000			6 232 141	6 299 397	4 720 837	17 252 375	75%
15	25/07/2003	SODEFITEX	Renforcement mutuel dans l'appui conseil-rural	2003	2007							0	
16	01/08/2003	ENSA, ENCR, CNFTEIA	Formation des inséminateurs	2003	2007	12 000 000				5 984 500		5 984 500	50%
17	06/08/2004	Bureau Pédologie (DA)	Aménagement et gestion durable des ressources naturelles	2004	2007	11 232 875			5 813 380	3 748 650	2 861 600	12 423 630	111%
18	0/12/2004	Ministère de la Santé	Santé maternelle et infantile & gestion de la qualité de l'eau	2004	2007	15 992 000				2 667 350	1 947 200	4 614 550	29%
19	03/07/2006	ISRA	Suivi zoonitaire du SAGNO et CNAG et les facteurs affectant la commercialisation des bovins	2006	2007	16 408 500					2 434 800	2 434 800	15%
20	24/07/2006	CNAG	Production de semences animales	2006	2007	24 087 800					4 000 000	4 000 000	17%
21	00/04/2006	CPS-ZSP	Encadrement des organisations paysannes.	2006	2007	37 132 500					12 377 500	12 377 500	33%
22	00/04/2006	CPS-BA	Encadrement des organisations paysannes.	2006	2007	37 132 500					12 377 500	12 377 500	33%
TOTAL						1 549 434 566	38 621 600	76 466 600	623 096 607	445 426 147	72 302 104	1 255 913 058	81%

Annexe 3. Récapitulatif de l'exécution des marchés.

N°	Référence	Objet	Catégorie	Entreprise	Montant	Financement		Niveau d'exécution
						FAD	ETAT	
1	T/134/FM du 28/03/03 & Avenant n°1 du 28/03/2003	Achèvement des travaux de construction, de réhabilitation et de finition des bâtiments phase 1	Travaux	Ets TOUBA CERAMIQUE	113 496 937	96 183 845	17 313 092	Achevé
2	Sans n° du 07/05/03	Véhicules pick up double cabine(04)	Equipement	MATFORCE	57 198 944	44 600 000	12 598 944	Achevé
3	005 du 07/05/03	Véhicules Mitsubishi (03)	Equipement	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	59 047 200	41 700 000	17 347 200	Achevé
4	004 du 25/04/03	Véhicules RENAULT LAGUNA 2	Equipement	SERA	11 270 000	11 270 000		Achevé
5	Sans n° du 04/02/2003	Photocopieurs (04) et Télécopieurs (01)	Equipement	STABURO	19 618 267	13 719 065	5 899 202	Achevé
6	Sans n° du 04/02/2003	Ordinateurs portables Toshiba (09) PC Fujitsu Siemens SCALEO (01)	Equipement	BUROTIC DIFFUSION	18 134 712	14 230 000	3 904 712	Achevé
7	Sans n° du 04/02/03	Imprimantes (10)	Equipement	ATI	10 462 824	8 210 000	2 252 824	Achevé
8	T/90/FM du 14/10/2003	Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments des services de l'élevage (LOTS n°2, 3 et 4)	Travaux	E.S.C.I	139 601 309		139 601 309	Achevé
9	T/006/FM du 12/11/2003	Construction d'une piste non revêtue et réhabilitation de poste vétérinaire sous-lot n°1-Ctation de poste vétérinaire sous-lot n°1-C	Travaux	E.S.C.I	46 896 447		46 896 447	Achevé
10	Contrat du 23/10/2003	Travaux de construction et de réhabilitation de postes vétérinaires sous-lot n°1-A	Travaux	E.S.C.I	19 083 689	16 172 618	2 911 071	Achevé
11	Contrat du 23/10/2003	Travaux de réhabilitation de Forails et d'abattoir Sous lot n°1-B Sous lot n°1-B	Travaux	CITAP	20 001 887	16 950 752	3 051 135	Achevé

Annexe 3. Récapitulatif de l'exécution des marchés (Suite).

N°	Référence	Objet	Catégorie	Entreprise	Montant	Financement		Niveau d'exécution
						FAD	ETAT	
12	Contrat n°01 du 08/08/2003	Insémination artificielle	Service	AFRIVET	26 478 442		26 478 442	Achevé
13	Contrat sans n° de 2003	Audit des comptes de l'exercice 2002	Service	RACINE ERNEST & YOUNG	2 900 000	2 900 000		Achevé
14	Contrat sans n° du 30/09/2003	Situation de référence de la zone du projet	Service	VETERINAIRES SANS FRONTIERES	34 658 000	34 658 000		Achevé
15	Contrat n°023/FM du 21/08/2003	Etude de faisabilité du programme eau	Service	SETICO INGENIEURS CONSEILS	190 351 700	161 315 000	29 036 700	Achevé
16	Contrat n°021/FM du 21/08/2003	Diagnostic et renforcement des mutuelles dans le B.A	Service	Association Conseil pour l'Action (A.C.A)	132 622 200	112 390 000	20 232 200	Achevé
17	Contrat n°022/FM du 21/08/2003	Diagnostic et renforcement des mutuelles de la Z.S.P	Service	AQUADEV WEST AFRICA	135 620 940	114 933 000	20 687 940	Achevé
18	Contrat n°002 du 25/09/2003	Diagnostic et renforcement des O.P.E de la Z.S.P	Service	Association Conseil pour l'Action (A.C.A)	556 587 560	556 587 560		En cours
19	Contrat n°037/FM du 28/11/2003	Diagnostic et renforcement des O.P.E dans le B.A	Service	MS & ASSOCIES (MSA)	558 612 820	558 612 820		En cours
20	Marché n°002/FM du 25/04/2004	Travaux de rénovation et de réhabilitation partielle du réseau d'eau potable du ranch de DOLY	Travaux	SINCO SpA	312 403 650	264 748 856	47 654 794	Achevé
21	Marché n°204/FM du 22/03/2004	Réalisation de 300 km de pare-feux dans le département de linguère	Travaux	EGECAM	297 891 000	252 450 000	45 441 000	Achevé
22	Marché n°T/007/FM du 19/08/2004	Travaux d'aménagement et de réhabilitation du centre d'amélioration génétique (CAG) de DAHRA	Travaux	CITAP	59 032 995	50 027 962	9 005 033	Achevé
23	Marché n° 11/FM du 13/12/2004	Matériel de lutte contre les feux de brousse	Equipement	Construction et Equipement	64 930 981	49 004 514	15 926 467	Achevé
24	Contrat sans n° de 2004	Mobiliers de bureau et logement	Equipement	E.S.E.F.I	14 684 829		14 684 829	Achevé
25	Contrat sans n° du 04/10/2004	Mobiliers de bureau et logement	Equipement	MOBICOM	10 307 501		10 307 501	Achevé
26	Contrat sans n° du 22/10/2004	Audit des comptes pour les exercices 2003-2004	Service	Cabinet ERA Audit et Expertise	6 518 320	5 524 000	994 320	Achevé
27	Contrat sans n° du 04/10/2004	Fourniture de 60 motocyclettes	Equipement	SERA	78 000 000		78 000 000	Achevé

Annexe 3. Récapitulatif de l'exécution des marchés (Suite).

N°	Référence	Objet	Catégorie	Entreprise	Montant	Financement		Niveau d'exécution
						FAD	ETAT	
28	Marché n°F/001/FM du 29/06/2005	Fourniture de 03 véhicules 4 X 4	Equipement	MATFORCE	41 835 000	31 485 000	10 350 000	Achevé
29	Marché n° 197 du 17/03/2005	Fourniture d'équipements du CAG de DAHRA	Equipement	FSE (Entreprise Finance & Service Export)	129 747 410	109 955 433	19 791 977	Achevé
30	Marché n°40/FM du 05/08/2005	Travaux (Parcs de vaccination - Pharmacie -	Travaux	E.S.M.B	153 960 744		153 960 744	En cours
31	Marché n°/FM du	Travaux (pose de compteurs et réseaux)	Travaux	S.C.G	64 999 592		64 999 592	Résilié
32	Marché du 06/06/2005	Fourniture de (17) coffres-forts	Equipement	STABURO	7 854 000	7 854 000		Achevé
33	Marché du 08/06/2005	Fourniture de Mobiliers de bureau	Equipement	OBBO	9 217 400	9 217 400		Achevé
34	Marché du 06/06/2005	Fourniture de Matériels Informatique	Equipement	SIMPAC	16 065 000	16 065 000		Achevé
35	Contrat SN° du 14/09/2005	Fourniture de Matériels Electroménager et Froid	Equipement	MOBICOM	9 106 367		9 106 367	Achevé
36	Contrat SN° du 14/09/2005	Fourniture de Mobiliers de bureau et logement	Equipement	SENEGAL EQUIP	5 461 158		5 461 158	Achevé
37	Marché n°047/FM du 24/08/2005	Travaux de réalisation et de régénération de forages	Travaux	ASCON LDA	296 623 718	251 376 032	45 247 686	Achevé
38	Marché n°049/FM du 14/09/2005	Travaux de réalisation et de régénération de forages	Travaux	SECOM AFRIQUE/SAFORTH	104 076 000	88 200 000	15 876 000	Achevé
39	Marché n°049/FM du 14/09/2005	Travaux de réalisation d'ouvrages de Génie-Civil et réseaux	Travaux	C.S.T.I	431 614 500	365 775 000	65 839 500	Achevé
40	Marché n°006/FM du 01/12/2005	Equipements d'exhaure (BCI) Lot N°1	Equipement	EQUIP PLUS	81 083 570		81 083 570	Achevé
41	Marché n°005/FM du 01/12/2005	Equipements d'exhaure (BCI) Lot N°2	Equipement	SOCER SARL	66 999 698		66 999 698	Achevé
42	Marché n°008/FM du 28/02/2006	Emetteurs et Récepteurs Radios	Equipement	SINPAC	54 383 156	39 731 945	14 651 211	Achevé
43	Contrat N° de 2005	Évaluation à mi-parcours	Service	CIENI-SA	34 225 000	34 225 000		Achevé
44	Contrat SN° de 2005	Noyau reproducteur du CAG	Equipement	SERSIA - France/GENITEC	11 741 462	11 741 462		Achevé

N°	Référence	Objet	Catégorie	Entreprise	Montant	Financement		Niveau d'exécution
						FAD	ETAT	
45	Contrat SN° de 2006	Audit 2005/2007	Service	MAMINA CAMARA	10 597 500	10 597 500		En cours
46	Marché n°131/FM du 27/04/2006	Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments et infrastructures d'élevage (LOTS n°1 et 2)	Travaux	GERECA	115 728 411	98 074 950	17 653 461	En cours
47	Marché n°011/FM du 25/04/2006	Equipements d'exhaure (FAD)	Equipement	AFCO	71 757 000	54 450 000	17 307 000	Achevé
48	Marché sn° du 30/05/2006	Fourniture de véhicule 4 X 4 CNCAS	Equipement	MATFORCE	13 213 440	10 450 000	2 763 440	Achevé
49	Marché n°06/FM du 26/07/2006	Fourniture de matériels audiovisuels	Equipement	SIMPAC	21 703 622	16 687 400	5 016 222	Achevé
50	Marché n°093/FM du 18/10/2006	Travaux de réalisation d'ouvrages de Génie-Civil et réseaux	Travaux	C.S.T.I	163 733 850		163 733 850	Achevé
51	Marché n°011 du 07/11/2006	Fourniture de matériel Informatique et Bureautique	Equipement	SIMPAC	34 252 874	26 412 500	7 840 374	Achevé
52	Marché n° du /2006	Fourniture de matériel Informatique et Bureautique	Equipement	OBBO	20 454 946	14 800 000	5 654 946	Achevé
		TOTAL			4 966 848 572	3 623 286 614	1 343 561 958	

Annexe 4. Budget détaillé (1 000 FCFA).
FAD.

DESIGNATION	UNITE	2 007		TOTAL (FCFA)	
		Quantité	COUT	Quantité	COUT
<u>CATEGORIE A : TRAVAUX</u>					
<u>COMPOSANTE A : DVPT DES SYST. DE P°</u>					
A1- AMELIORATION GENETIQUE					0
-Centres de collecte lait/minilaiteries	u		50 000		50 000
A2- AMELIORATION CONDITION ELEVAGE					
-Parc a vaccination			24 612		24 612
<u>COMPOSANTE B : AMENAG. & GEST° RESS. NAT.</u>					
B1-HYDRAULIQUE PASTORALE					
-Mise en œuvre du programme eau			315 803		315 803
B2- AMENAGEMENT RESS. NATURELLES					0
-Pencuum UP (abris)	u				0
<u>COMPOSANTE C : RESTRUCT. & RENF. OEA</u>					
C1-INFRASTRUCTURE D'ELEVAGE					
-Infrastructures d'élevage			44 040		44 040
COUTS DE BASE			434 455		434 455
<u>CATEGORIE B: EQUIPEMENT</u>					
<u>COMPOSANTE A : DVPT DES SYST. DE P°</u>					
A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT					
-Petits matériels d'élevage	Forfait		3 655		3 655
<u>COMPOSANTE B : AMENAG. & GEST° RESS. NAT.</u>					
B1- HYDRAULIQUE PASTORALE					
-Equipement de base pour conducteurs	Forfait		0		0
-Equipement d'exhaure			14 139		14 139
B2- AMENAGEMENT RESS. NATURELLES					
-Matériel de suivi des pâturages	Forfait		6 595		6 595
B3-RENFORCEMENT DES GROUP.					
-Equipements des OPS			41 213		41 213
COUTS DE BASE			65 602		65 602
<u>CATEGORIE C : SERVICES</u>					
<u>COMPOSANTE A : DVPT DES SYST. DE P°</u>					
A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT					
-Supports audio-visuels d'appui-conseil	Forfait		3 000		3 000
A4- RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT					
-R/D sur les facteurs de déstockage des animaux			13 039		13 039
-FNRAA			7 492		7 492
<u>COMPOSANTE B : AMENAG. & GEST° RESS. NAT.</u>					
B1-HYDRAULIQUE PASTORALE					
-DEM			1 860		1 860
-DH			3 750		3 750
-CSE			10 602		10 602
-DGRBRLA			1 575		1 575
-Mise en œuvre du programme eau			24 805		24 805
<u>COMPOSANTE C : RESTRUCT. & RENF. OEA</u>					
C1- RESTRUCT. GROUPEMENTS					
-Opérateur partenaire ACA			130 079		130 079
-Opérateur partenaire MSA			178 283		178 283
-Centres de prestation de services			30 944		30 944
-Evaluation à mi-parcours			10 268		10 268
-Evaluation finale			34 000		34 000

COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET					
E1- CELLULE DE GESTION					
-audit des comptes			6 673		6 673
-Situation de référence			20 795		20 795
-Renforcement suivi évaluation			5 000		5 000
COUTS DE BASE			482 165	0	482 165
CATEGORIE E : FORMATION					
COMPOSANTE A : DVPT DES SYST. DE P°					
A2- AMELIORATION CONDIT° D'ELEVAGE					
-Auxiliaires d'élevage/Autres agents			2 500		2 500
A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT					
-Formation et sensibilisation IA/Newcastle			3 000		3 000
-Recyclage/foire/salon			5 500		5 500
COMPOSANTE B : AMENAG. & GEST° RESS. NAT.					
B1- AMENAGEMENT RESS. NAT.					
-Auxiliaires environnement/Autres formation	Forfait		1 500		1 500
COMPOSANTE C : RESTRUCT. & RENF. OEA					
C1- RESTRUCTURATION GROUPEMENTS					
-Ateliers	Forfait		2 000		2 000
C2- RENFORCEMENT GROUPEMENTS					
-Formation de base			10 000		10 000
-Appui aux organisations	Forfait		5 500		5 500
-Matériaux pour atelier collectif de fabrications			1 000		1 000
COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET					
E2- CELLULE DE GESTION					
-Atelier de planification opérationnelle	Forfait		2 500		2 500
-Formation des agents du projet	Forfait		1 000		1 000
COUTS DE BASE			34 500		34 500
CATEGORIE F : FONCTIONNEMENT					
COMPOSANTE A : DVPT DES SYST. DE P°					
A1-AMELIORATION GENETIQUE					
-appui CNAG			16 658		16 658
COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET					
E1- CELLULE DE GESTION					
-Véhicules	Forfait		70 061		70 061
-Frais de gestion	Forfait		96 974		96 974
COUTS DE BASE			183 693		183 693
CATEGORIE G : PERSONNEL					
COMPOSANTE A : DVPT DES SYST. DE P°					
A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT					
-Primes dispositif	H/an		43 320		43 320
COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET					
E1- CELLULE DE GESTION					
-Salaires			161 785		161 785
-Indemnités de fin de projet			58 000		58 000
COUTS DE BASE			263 105		263 105
Imprévus					
COUT TOTAL			1 463 520	0	1 463 520

Ressources BCI (1 000 FCFA).

Imputation budgétaire						Rubrique des dépenses	Prévisions
Section	Titre	Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne		2007
62	5	839 92 011 990	2 3	3	9	Travaux construction et réhabilitation	50 000 000
62	5	839 92 011 990	2 3	4	9	Ouvrages hydrauliques pastoraux	
62	5	839 92 011 990	61	4	9	Charges sociales	50 000 000
62	5	839 92 011 990	62	1	4	Carburant et lubrifiants	12 000 000
62	5	839 92 011 990	62	9	6	Séminaires et ateliers	10 000 000
62	5	839 92 011 990	62	6	2	Téléphone et fax	11 000 000
62	5	839 92 011 990	62	5	2	Electricité	1 000 000
62	5	839 92 011 990	62	2	6	Entretien et réparation véhicules	12 000 000
62	5	839 92 011 990	62	2	2	Entretien et réparation matériel et mobilier de bureau	5 000 000
62	5	839 92 011 990	61	7	0	Frais de formation	6 000 000
62	5	839 92 011 990	61	1	1	Salaires	93 000 000
62	5	839 92 011 990	62	1	1	Matériel et mobilier de bureau	
TOTAUX							250 000 000

Annexe 5. Plan de Passation de marchés 2007.**Financement BAD**

Objet	Budget	N° marchés	Mise en concurrence				Approbation						Enregistrement Bureau des marchés	Enregistrement impôts	Notification ordre de service	Exécution
			ANO	Lancé	Ouverture	Adjudication	Appro BAD	Signature dossier transmission BAD	Envoi à la BAD	Demande d'existence de crédit	CNCA	Signature MEL				
Mini laiteries démonstratives	50 000 000		Obtenu	15/01/2007	05/03/2007	12/03/2007	02/04/2007	04/04/2007	06/04/2007	11/04/2007	20/04/2007	30/04/2007	04/05/2007	09/05/2007	10/05/2007	11/05/2007

Financement BCI

Objet	Budget	N° marchés	Mise en concurrence			Approbation				Enregistrement Bureau des marchés	Enregistrement impôts	Notification ordre de service	Exécution
			Lancé	Ouverture	Adjudication	Contrat	Titre de créance	CNCA	Signature MEL				
Construction logements CNAG	50 000 000		01/02/2007	05/03/2007	12/03/2007	15/03/2007	19/03/2007	30/03/2007	09/04/2007	17/04/2007	24/04/2007	26/04/2007	27/04/2007

Annexe 6. Tableau de bord résumé.

DESIGNATION	Unité	Objectifs projet	Cumul réalisations	Taux de réalisation (%)	Prévisions 2007	Cumul fin de projet	Taux de réalisation fin de projet (%)
I. PRODUCTIONS ANIMALES							
Inséminateurs privés	Nombre	14	24	171	0	24	171
Centre National d'Amélioration Génétique	Nombre	1	1	100	0	1	100
Vaches inséminées	Nombre	40 000	4 000	10	3 300	7 300	18
Exploitations mixtes intensifiées de productions animales	Nombre	2 830	3 403	120	500	3 903	138
Volailles locales vaccinées contre la New Castle	Millier	3 550	1 149	32	1 000	2 149	61
II. INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS							
Hydraulique							
Forages réhabilités et équipés	Unité	4	4	100	0	4	100
Forages réalisés et équipés	Unité	6	8	133	0	8	133
Canalisation pour adduction en eau	Mètre	69 600	69 600	100	0	69 600	100
ASUFOR mises en place	Nombre	20	15	75	5	20	100
Gestion des ressources naturelles							
Parefeux	Km	1 500	2 378	159	500	2 878	192
Unités Pastorales redynamisées	Nombre	10	10	100	0	10	100
Unités Pastorales créées	Nombre	10	10	100	0	10	100
Comités de Lutte contre les Feux de Brousse équipés	Nombre	106	110	104	0	110	104
Système de surveillance et d'alerte précoce	Nombre	1	1	100	0	1	100
Infrastructures d'élevage							
Aires d'abattages réhabilitées	Nombre	7	2	29	0	2	29
Foirails réhabilités	Nombre	5	5	100	0	5	100
Magasins d'aliment bétail	Nombre	20	4	20	0	4	20
Parcs de vaccination	Nombre	6	6	100	0	6	100
Centres de collecte réhabilités	Nombre	10	8	80	3	11	110
Bâtiments des services de l'élevage réhabilités ou construits	Nombre	30	60	200	2	62	207
Communication/Information							
Phonies	Nombre	15	15	100	0	15	100
Radios communautaires	Nombre	6	6	100	0	6	100
Unité de Communication	Nombre	1	1	100	0	1	100
Système de surveillance et d'alerte précoce	Nombre	1	1	100	0	1	100
III. RENFORCEMENT DE CAPACITES							
Producteurs ayant suivi des formations thématiques	Nombre	2 720	2 843	105	500	3 343	123
Auxiliaires d'élevage formés	Nombre	140	3 818	2 727	500	4 318	3 084
Relais Environnement formés	Nombre	80	73	91	0	73	91
Conducteurs recyclés ou formés	Nombre	40	22	55	0	22	55
Plombiers locaux formés	Nombre	20	13	65	0	13	65
Directeurs Techniques d'OPE	Nombre	6	5	83	3	8	133
Organisations de Professionnels renforcées	Nombre	179	179	100	0	179	100
Centres de Prestation de Services	Nombre	5	2	40	0	2	40
Producteurs alphabétisés	Nombre	2 000	2 139	107	500	2 639	132
Sensibilisation à la scolarisation des enfants d'éleveurs	Campagne	4	3	75	1	4	100
Foires Elevage ou moutons de tabaski	Nombre	5	9	180	4	13	260

IV. CREDIT							
Institutions de Micro-Finance appuyées et équipées	Nombre	29	39	134	0	39	134
Staffs techniques formés	Nombre	53	65	123	0	65	123
Membres d'organes formés	Nombre	329	333	101	0	333	101
Fonds de crédit mis en place	Millions de FCFA	880	880	100	0	880	100
Fonds de Garantie mis en place		100	30	30	0	30	30
Volume crédit octroyé		997	2 222	223	500	2 722	273
V. SANTE							
Agents formés en gestion de la qualité de l'eau	Nombre	40	32	80	0	32	80
VI. GESTION							
Partenariats	Nombre	9	20	222	0	20	222
Véhicules	Nombre	8	10	125	0	10	125
Motocyclettes	Nombre	60	60	100	0	60	100
Exécution budgétaire							
BCI	Milliers FCFA	2 206 428	1 728 860	78	250 000	1 978 860	90
FAD		8 142 326	6 800 119	84	1 463 520	8 263 639	101
Total		10 348 754	8 528 979	82	1 713 520	10 242 499	99

Annexe 7. Récapitulatif des investissements majeurs.

	Investissements	Unité	Coût unitaire (1 000 FCFA)	Saint Louis			Matam			Louga			Diourbel			Kaolack				Fatick				TOTAL
				Dagana	Podor	Sous Total	Ranérou	Matam	Sous Total	Linguère	Louga	Sous Total	Mbacké	Diourbel	Sous Total	Kaffrine	Kaolack	Nioro	Sous Total	Fatick	Foundiougne	Gossas	Sous Total	
Hydraulique	Nouveau Forage	Unité	50 000	1	2	3	1		1	3		3			0				0				0	7
	Forage réhabilité	Nombre	11 000			0			0	3	1	4			0				0				0	4
	Moteur	Nombre	5 000	1	3	4	2		2	8	1	9			0	1	1		2	1			1	18
	Pompe	Nombre	10 000	1	3	4	2		2	6	1	7			0	1	0		1	0			0	14
	Canalisation	mètre linéaire	4		3 200	3 200	13 700		13 700	52 700		53 400			0				0				0	69 600
	Châteaux d'eau	Nombre	50 000	1	2	3	2		2	2		2			0				0				0	7
	Protocoles Dhy																							
	Protocole DEM																							
	SETICO	FCFA	190 351 700																					
Feux de brousse	Parefeux	Kilomètre	1 000			0			0	300		300			0				0				0	300
	Equipements	Lot	4 000	4	24	28	12		12	36	4	40			0	20	10		30				0	110
	Phonie	Nombre	2 700	1	6	7	3		3	9	1	10			0				0				0	20
	Radios comm. appuyées	Nombre	2 500		1	1	1		1	1	1	2			0				0				0	4
Infrastructures d'élevage						0			0			0			0				0				0	0
	Aire d'abattage réhabilité	Nombre	4 670			0			0	1		1			0	1			1				0	2
	Foirail réhabilité	Nombre	19 734			0			0	3	1	4			0		1		1				0	5
	Magasin aliment bétail	Nombre	8 250			0			0		1	1	1	1	1	1			1			1	1	4
	Parc de vaccination	Nombre	3 750	1	1	2	1		1			0			0	1		2	3				0	6
	Poste vétérinaire construit	Nombre	13 260		1	1	2		2	4		4			0				0				0	7
	Poste vétérinaire réhabilité	Nombre	7 900			0	1		1	6	1	7			0	1	1		2	1		3	4	14
	Bureau IDSV construit	Nombre	11 845			0	1		1			0			0				0		1		1	2
	Logement IDSV construit		15 760				1	1	2	1		1			0				0				0	3

Bureau IDSV réhabilité	Nombre	4 398			0			0		1	1	1	1	2	1	1	1	3			1	1	7
Logement IDSV réhabilité		7 110						0	2		2	1	1	2	1	1	1	3	1		1	3	10
Bureau IRSV réhabilité	Nombre	4 361						1	1		0		1	1		1		1	1			1	4
Logement IRSV réhabilité		3 950						1	1		0		1	1		1		1	1			1	4
Bureaux Antenne PAPEL réhabilités		10 731							1		1			0		1		1				0	2
Logements Antenne PAPEL réhabilités		13 200									0			0		2		2				0	2
Logements Antenne PAPEL construits		5 600							4		4			0				0				0	4
CNAG	Nombre	200 000						0			1			0				0				0	1